



le planning
familial 75

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2023

SOMMAIRE

1 3 PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

2 4 LES ACTIONS

- 4 ● **2.1 Les permanences téléphoniques**
- 5 ● **2.2 Les permanences d'accueil**
 - Les accueils sans rendez-vous
 - Les principales demandes
 - Les accueils aux UMJ
- 8 ● **2.3 Les consultations**
 - Les consultations en santé sexuelle
 - Thématiques abordées dans les accueils avant consultation
- 10 ● **2.4 Les animations**
 - L'éducation à la sexualité
 - Animations en santé sexuelle
 - De nouveaux outils d'animation
- 14 ● **2.5 Les formations**
 - Des formations pour les professionnel·les
 - La formation continue de l'équipe
 - Co-formation et accueil des stagiaires
- 15 ● **2.6 Les actions militantes**
 - Les mobilisations
 - Médias, réseaux sociaux et autres

3 17 PARTICIPATION À LA VIE DU MOUVEMENT

- 17 ● **3.1 Le bureau national**
- 18 ● **3.2 La Fédération régionale**

1 PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Le Planning familial de Paris est une association loi 1901, féministe et d'éducation populaire.

Pour animer la vie associative et mener les actions de terrain, l'association du Planning familial de Paris a besoin d'une équipe de salariées et bénévoles. Celle-ci se compose de **20 salariées et 12 bénévoles**.

Tous nos centres sont agréés Centres de santé sexuelle (CSS) par le département de Paris et Etablissements à la vie affective relationnelle et sexuelle (EVARS) par la Délégation régionale aux droits des femmes d'Ile-de-France.

Les médecins et sages-femmes qui travaillent au sein de l'association sont toutes militantes et engagées dans une pratique médicale qui place les personnes au centre des activités et privilégie l'empowerment comme but de toute consultation. Ces pratiques médicales "innovantes" permettent un travail d'équipe avec toutes les conseillères conjugales et familiales et animatrices.

L'organisation de notre association en autogestion nous demande des qualités multiples ! Aussi bien pour les CCF, les animatrices de prévention que pour l'assistante administrative : en plus de nos activités de terrain, nous devons animer la vie associative, assurer la gestion quotidienne, la fonction RH... Cette année, nous avons obtenu un poste de coordination médicale, qui permet davantage de fluidité entre les soignantes et l'organisation de moments d'analyses de pratiques, pour une meilleure cohésion d'équipe.



3 CENTRES

- **Centre VIVIENNE**
10 rue Vivienne – 75002
01.42.60.93.20
- **Centre MASSENA**
9 Villa d'Este – 75013
01.45.84.28.25
- **Centre HITTORF**
2 rue Hittorf – 75010
01.42.45.67.35

2 LES ACTIONS

Toutes activités confondues, centres EVARS, CSS et interventions à l'extérieur, nous avons accompagné en 2023

7 211 personnes physiquement

(accueils sans rendez-vous, consultations médicales et animations).

Les activités téléphoniques se sont maintenues, cependant en légère baisse. Elles ont touché environ

5 000 personnes.

Au total en 2023, le Planning familial de Paris a accueilli, rencontré et échangé avec plus de 12 200 personnes.



2.1 LES PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES



L'activité téléphonique est une activité à part entière, qui demande des compétences particulières d'écoute à distance, d'orientation, de réassurance... Les entretiens sont souvent longs, surtout les lundis, après le week-end où des risques ont été pris et des situations violentes ont pu être vécues.

Notre équipe réoriente aussi régulièrement vers le Numéro Vert National « Sexualités, Contraception, IVG » porté par le Planning Familial, le **0800.08.11.11**, qui a une plage d'ouverture plus grande incluant le samedi. Nous contribuons à alimenter l'annuaire du NVN pour le département de Paris, en appelant les structures parisiennes deux fois par an (hôpitaux publics, de ville, centres de planification) et en s'assurant de leurs pratiques, ouvertures et fermetures, surtout en périodes difficiles (été et fin d'année civile).

2.2 LES PERMANENCES D'ACCUEIL

LES ACCUEILS SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences sans rendez-vous sont mises en place dans nos trois centres parisiens. Chaque jour, un accueil sans rendez-vous est proposé.

Dans le cadre de nos accueils EVARS (Etablissement de vie affective relationnelle et sexuelle), la sexualité n'est pas abordée sous l'angle médical. En effet, il n'y a pas de temps de consultation dédié. Un point d'écoute avec un accueil non-jugeant est proposé pour répondre aux questions relationnelles, sexuelles... Ces temps d'accueil sans rendez-vous peuvent également concerner les questions de violences sexistes et sexuelles. Par la suite, les personnes pourront prendre un rendez-vous médical si nécessaire.

Ces premiers temps sont dispensés par des professionnelles conseillères conjugales et familiales et animatrices de prévention. En 2023, elles ont réalisé **4 749 entretiens de conseil conjugal et familial, dont 1 518 entretiens pré et post-ivg.**

LES PRINCIPALES DEMANDES

Les principales demandes des personnes qui viennent au Planning familial 75 sans rendez-vous sont pour les **tests de grossesse**. En 2023, **948 demandes** de ce type nous ont été adressées. Cette demande a nettement augmenté cette année (**+65%**). Les tests de grossesse sont gratuits et anonymes dans nos centres : c'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les personnes viennent les faire. Mais l'accompagnement à la lecture des tests est également demandé : les femmes veulent confirmer le résultat d'un test fait avant de venir, ou ne pas être seules pour le faire... Comme pour tous les dispositifs accessibles sans ordonnance, l'écoute et l'accompagnement lors de l'annonce du résultat semblent importants pour toutes les personnes qui continuent de pousser les portes du Planning de Paris.

Les demandes de **dépistage des chlamydias et gonocoques** sont en hausse cette année également. Avec plus de **800 tests** effectués dans nos centres, l'information sur cette possibilité dans nos centres circule bien (voir

Peu ou mal connu, le métier de conseillère conjugale et familiale mérite d'être explicité, d'autant qu'il est central dans le fonctionnement des centres EVARS et des centres de santé sexuelle : c'est un métier désormais certifiant et inscrit au RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles), qui s'obtient après 2 ans de formation ou une démarche de VAE (Validation des acquis de l'expérience). Constitué de 6 blocs de compétences, le métier de conseillère conjugale et familiale permet de travailler auprès des jeunes, des femmes, des minorités de genre et des couples, dans tous les domaines de la vie affective et sexuelle, de la réduction des risques aux violences sexuelles.

Les CCF s'inscrivent dans une démarche de promotion de la santé et une approche globale en matière d'éducation à la sexualité, avec une posture d'écoute active (selon l'approche de Carl Rogers). Ainsi, elles peuvent mettre en œuvre des actions collectives auprès de jeunes et/ou d'adultes, dans des cadres aussi divers que la scolarité, le travail, des établissements sociaux ou spécialisés dans le handicap... et également des actions individuelles : des entretiens liés à l'avortement, à l'accompagnement à la parentalité, aux situations de violences, etc.

encadré page suivante). Les résultats positifs s'élevant à 11%, la proposition du dépistage systématique s'avère nécessaire, notamment chez les jeunes.



Les autres raisons pour lesquelles les personnes viennent aux permanences d'accueil sans rendez-vous sont :

- les demandes concernant la contraception d'urgence (**118**),
- les premières contraceptions,
- les renouvellements de pilule,
- des situations de violences,
- et des demandes de dépistage d'IST (Infections sexuellement transmissibles) autres que les chlamydias et gonocoques.

Ce sont principalement les **18-25 ans** qui viennent au Planning familial de Paris, suivis des 26-45 ans. Nous avons moins de personnes mineures qui se rendent dans nos locaux ces dernières années, hormis pour les séances d'éducation à la sexualité. Peut-être est-ce dû à un meilleur accès à d'autres lieux à Paris, ainsi qu'à l'amélioration du droit commun pour les mineures en ville (accès à une consultation longue, diversification des centres de santé sexuelle...). Ceci reste à vérifier au regard des pratiques sexuelles des jeunes. Il ressort de diverses études que, dans le contexte post crise-sanitaire, les jeunes utilisent davantage le préservatif, sans avoir besoin de consultation médicale.

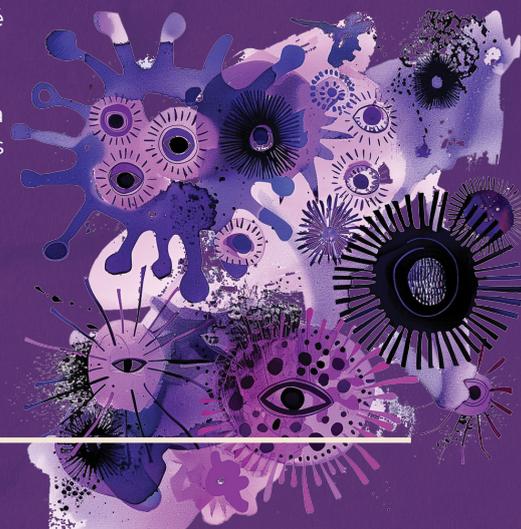
LES ACCUEILS AUX UMJ

Le Planning familial intervient de façon hebdomadaire depuis de nombreuses années aux UMJ, Unités médico-judiciaires de l'Hôtel Dieu. Cette année, une trentaine de personnes ont été reçues. Les motifs des entretiens sont divers, violences sexuelles ou physiques, souvent consécutives à des consommations d'alcool et/ou de drogue. Nous écoutons les personnes et les orientons en fonction de leur demande : vers une association d'aide aux victimes, une prise en charge psychologique, ou encore vers des groupes de parole.

DE PLUS EN PLUS DE DÉPISTAGES DE CHLAMYDIAS ET GONOCOQUES

Nous constatons que, de plus en plus, des personnes viennent directement dans nos accueils sans rendez-vous pour le dépistage des chlamydias et gonocoques par auto-prélèvement. D'autres viennent pour poser des questions plus générales sur les IST (infections sexuellement transmissibles), et si elles souhaitent faire tous les dépistages, nous les orientons vers les CeGIDD (Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic), où elles pourront faire soit l'ensemble des tests, soit ceux qui leur restent à faire. Enfin, nous proposons systématiquement le dépistage des chlamydias et des gonocoques dans les accueils collectifs que nous animons avant toute consultation, de santé sexuelle ou d'IVG médicamenteuse. Cela permet de donner une information sur ces IST qui peuvent ne pas provoquer de symptômes mais entraîner à terme des complications. Notre approche est de dédramatiser le dépistage. Nous expliquons bien que tout résultat positif pourra être suivi d'un traitement pris en charge par nos centres, ce qui garantit la confidentialité des démarches des personnes qui se font dépister.

Sur les quelques 800 dépistages effectués en 2023, 92% étaient à la demande de femmes et 8% concernaient des hommes. Moins de 9% des personnes se dépistant étaient mineures.



! VIOLENCES : DES RÉCITS D'INCESTE EN HAUSSE

En 2023, **800 entretiens** ont permis d'aborder la question des violences vécues, passées ou présentes.

Les récits de violences sexistes et sexuelles restent ainsi très fréquents dans nos accueils, d'autant que ce chiffre semble sous-évalué au regard des entretiens quotidiens que nous faisons. Certains récits émanent de personnes venues précisément au Planning familial pour parler des violences dont elles ont été et/ou sont victimes. D'autres surgissent au détour d'autres demandes, comme un test de grossesse ou une contraception, à l'occasion de questions que nous posons dans le cadre du dépistage systématique des violences.

Si beaucoup de victimes font état de violence conjugale, cette année, nous avons entendu un nombre croissant de récits d'inceste. Nous y voyons un effet à la fois de #MeTooInceste et du travail de la CIIVISE (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants). Ces différents modes de médiatisation de l'inceste, comme les œuvres artistiques (*Les Chatouilles*, *La Familia grande*, *Triste Tigre*) et les travaux scientifiques (*Le berceau des dominations*), ont permis à de nombreuses victimes de reprendre le fil narratif de leur histoire. En entendant à quel point leur vécu a des similarités avec d'autres histoires, elles arrivent à se distancier encore plus avec le discours de leur agresseur. Elles viennent au Planning – souvent lors de nos accueils du soir – pour vérifier que ce qu'elles sentent, supposent ou craignent est légitime. Certaines se demandent si leurs difficultés peuvent être liées à leur trauma et aux violences subies, d'autres, ce qu'elles doivent faire alors qu'elles viennent d'apprendre que leur agresseur va devenir

père. D'autres encore interrogent la prise en charge qui leur est proposée. Notre écoute vise à permettre à chacune et chacun de se sentir soutenu-e, et de trouver les actions et espaces qui leur permettront d'engager ou de poursuivre des démarches de réparation : plainte, prise en charge psychologique, groupe de parole, activités thérapeutiques...



2.3 LES CONSULTATIONS

Le Planning familial 75 propose des consultations en santé sexuelle et pour des IVG médicamenteuses. Toutes ces consultations sont précédées d'un accueil collectif, occasion de partage d'informations et d'expériences entre toutes les personnes présentes.

LES CONSULTATIONS EN SANTÉ SEXUELLE

813 consultations de santé sexuelle ont été dispensées cette année.

En centre de santé sexuelle, les personnes mineures, non assurées sociales ou désirant garder le secret peuvent venir consulter. Cette prise en charge permet à chacune et chacun de s'occuper de sa santé et de sa prévention, et de venir consulter pour des problèmes liés à la santé sexuelle. Le tout quel que soit son genre et son âge. Les consultations en santé sexuelle concernent à la fois la contraception et le suivi gynéco. Deux de nos consultations permettent la mise en place et le suivi de contraception testiculaire.

THÉMATIQUES ABORDÉES DANS LES ACCUEILS AVANT CONSULTATION

LES VIOLENCES
LE CORPS ET SON FONCTIONNEMENT
LES RÈGLES
L'AUTOPALPATION DES SEINS
LES RELATIONS DE COUPLE
LES DÉPISTAGES
LES RELATIONS AU CORPS MÉDICAL

LA DÉLÉGATION DE TÂCHE AU PLANNING FAMILIAL 75

Depuis 10 ans, l'équipe a mis en place un fonctionnement par délégation de tâches concernant la délivrance de pilules contraceptives ou leur renouvellement. En 2023, nous avons réalisé **338 délivrances de contraception en délégation de tâche**. Cette activité est encadrée par un protocole dédié, un questionnaire prenant en compte les antécédents médicaux de la personne et, pour les renouvellements, la régularité des prises de contraception. Dès qu'une contre-indication rend cette délégation impossible, nous orientons rapidement vers une de nos médecins. Les pilules 2^e génération et pilules remboursées sont privilégiées pour cette activité, afin que les personnes ne prévoient pas d'avance de frais.

SOUTENIR LES IVG EN DÉLAI DÉPASSÉ

Cette année, comme chaque année, nous avons reçu des femmes demandant un avortement au-delà du délai légal de 14 semaines de grossesse. Lorsque ces femmes ont des problèmes pour financer leur intervention, qui coûte au moins 800 euros, nous cherchons avec elles des solutions : demande d'aide auprès des services sociaux, recours à la cagnotte de la Fédération Ile-de-France lorsqu'elle le permet, ou encore sollicitation de l'association britannique ASN (Abortion Support Network), qui apporte un soutien financier aux personnes devant aller avorter à l'étranger.

Une autre possibilité est d'orienter vers une IMG (interruption médicale de grossesse), lorsqu'il apparaît qu'un environnement précaire, dysfonctionnel ou violent, et/ou une détresse psychique peuvent justifier cette demande. En effet, dans les motifs à considérer pour une IMG figure la dimension psychosociale. En 2023, nous avons proposé à **une dizaine de femmes** de faire une demande d'IMG pour ce motif. Trois entretiens concernaient des femmes migrantes, dont deux avaient été victimes de viol sur leur parcours migratoire et une d'un mariage arrangé sur le sol français. A la violence des causes de la grossesse s'ajoutaient les discriminations liées au statut administratif de ces femmes.

Le reste des demandes d'IMG que nous avons proposées concernaient des mineures. Dans le cas de demande pour mineures, les motifs de sollicitation peuvent être à la fois le contexte de survenue de la grossesse (viol) et/ou le contexte de vie (famille dysfonctionnelle, maltraitante ou violente).

L'IMG peut rassurer les personnes que nous accompagnons car elle est réalisée en France, dans un cadre rassurant pour elles, avec une prise en charge financière. Mais la demander n'est pas l'obtenir et la période d'instruction, qui comporte de nombreux entretiens sans certitude d'aboutissement, peut parfois être mal vécue par les demandeuses. Elles doivent

IVG MÉDICAMENTEUSE ET ÉCHOGRAPHIE

Cette année, nous avons réalisé **706 avortements médicamenteux**.

Notre approche globale, collective et militante permet aux femmes de gagner du temps dans leur démarche, en faisant sur place, lors d'un même rendez-vous, l'échographie et la première prise de médicament. Les femmes profitent également d'un espace d'expression et d'échange collectif avec d'autres personnes dans la même situation en amont de cette consultation.

défendre la légitimité de leur demande et attendre la réponse qui peut être perçue comme un verdict. En outre, les IMG sont souvent réalisées dans les maternités, avec des méthodes d'accouchement par voie basse, ce qui peut être difficile à vivre. Si cela reste lourd, nous notons tout de même une facilitation de ce parcours depuis quelque années, avec des équipes qui ont su élargir les motifs pris en compte pour une IMG au-delà des seules raisons physiologiques et médicales et travaillent davantage à l'accompagnement des personnes concernées.





NOS ACCUEILS COLLECTIFS

Les accueils collectifs sont une pratique historique du Planning familial que notre association départementale tient à conserver avec conviction !

Les temps des consultations sont toujours précédés de temps collectifs. Cette manière de procéder peut surprendre parfois, mais elle fait écho aux groupes d'autosupport collectif des années 70, que l'on peut retrouver aujourd'hui dans le film *Annie Colère* par exemple. L'intime est politique !

Nous fonctionnons de cette manière dans toutes nos consultations de santé sexuelle. C'est ainsi que les groupes échangent sur les contraceptifs et évoquent leurs effets positifs ou négatifs, la charge contraceptive dans le couple, les douleurs de règles, les violences... Le savoir situé et échangé entre pair-es est

une des meilleures façons d'acquérir des connaissances et de l'expérience sur sa propre santé sexuelle, selon la littérature scientifique. Les femmes ont parfois rencontré des professionnel-es violent-es qui n'ont pas répondu à leurs demandes, voire leur ont refusé des soins. Le temps collectif permet à toutes et tous de se réapproprier ses droits, sa santé, et de prendre conscience des difficultés qui persistent dans l'accès à ces soins.

Nous avons voulu poursuivre ce raisonnement en débutant une recherche-action sur 2023 et 2024, afin de mesurer les effets de cette pratique, aux côtés des autres offres de soin proposées en santé sexuelle à Paris. Deux stagiaires étudiantes-chercheuses ont ainsi rejoint l'équipe début 2024. Nous aurons les résultats à l'été.

2.4 LES ANIMATIONS

En 2023, nous avons réalisé **102 séances d'éducation à vie sexuelle et affective** au cours desquelles nous avons rencontré **1190 personnes**.

Cela représente une augmentation de plus de **11% par rapport à l'an passé**. Malgré cette hausse, nous n'avons pas pu répondre à toutes les demandes d'intervention faute de forces vives dans notre équipe. Dans ce cas, nous réorientons vers d'autres associations.

Sollicitées à la fois par les établissements scolaires et des structures types associations, il nous semble capital de maintenir un équilibre entre les interventions en milieu scolaire d'une part, et celles à destination de publics plus éloignés de l'information et des échanges autour de la santé sexuelle d'autre part.

L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Les séances d'éducation à la sexualité constituent l'une des priorités de l'association. Ces séances sont toujours précédées par une rencontre avec la ou les personne(s) porteuse(s) de la demande au sein de l'établissement, de manière à co-construire l'organisation des séances et de prévoir d'éventuelles co-animations. Cela permet aussi de travailler en lien avec les personnes qui pourront être des relais sur le terrain après les animations.

Dans ces séances, qui reposent sur les fondements de l'éducation populaire, nous nous appuyons sur les questionnements et les situations concrètes des jeunes pour ouvrir des espaces d'échange et de réflexion

dans un cadre non-jugeant. Soutenant les paroles et les questionnements des jeunes, les animatrices n'imposent pas un savoir, elles donnent des pistes de réflexion pour vivre sa sexualité librement, dans le respect de soi et d'autrui. Elles aident à faire le tri entre les informations contradictoires que les personnes, et en particulier les jeunes, reçoivent, et visent à prévenir les violences sexistes et sexuelles.

Différents selon les âges et les besoins des jeunes, les échanges peuvent porter sur les stéréotypes et l'identité de genre, les relations filles-garçons, l'entrée dans la sexualité, les orientations sexuelles, la contraception, l'avortement, les IST, les violences sexistes et sexuelles, l'inceste, la pornographie, l'anatomie, le plaisir, etc. Cette approche globale de la sexualité permet aux jeunes de se saisir de ce qui les concerne au moment où elles et ils en sont.

Dans le contexte post-metoo, nous constatons de plus en plus que les filles se saisissent de ces espaces de parole pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles dont elles sont l'objet au quotidien. Des besoins d'échanges en non-mixité sont exprimés. S'ils sont décidés, ces moments en non-mixité sont la plupart du temps suivis d'un retour en groupe mixte, de manière à ce que chacun-e puisse faire entendre sa parole par toutes et tous, à l'image de ce que nous souhaitons pour cette société.

ANIMATIONS EN SANTÉ SEXUELLE

Nous proposons également des animations à destination de publics non scolaires, avec une priorité aux publics qui ont le moins accès à l'information et aux échanges autour de la santé sexuelle. Cette année, nous avons poursuivi des partenariats de longue date, avec notamment l'Ecole de la 2^e chance, ABC Insertion, Aremedia, ou encore France Terre d'Asile, où ont été animés des groupes de parole sur plusieurs séances. Nous avons également noué de nouveaux partenariats avec la Mission locale de Paris, avec l'Afpa pour intervenir dans des stages proposés aux jeunes en situation de décrochage scolaire, ou encore avec des jeunes suivi-es par des UEMO (Unités éducatives en milieu ouvert) et devant participer à des stages obligatoires à la suite d'un délit. Nous favorisons aussi des publics précaires, avec un partenariat avec plusieurs structures du CASP (Centre d'Action Sociale Protestant), notamment au sein d'un accueil de jour pour familles à la rue, ou en liant un partenariat avec le Bus des femmes, qui mène des actions de santé communautaire auprès des personnes en situation de prostitution. Nous intervenons dans plusieurs structures de vie et d'accueil pour les publics en situation de handicap. Par ailleurs, nous avons participé à de nombreux événements en animant des stands de prévention, pour toucher de manière élargie des publics plus divers.

DE NOUVEAUX OUTILS D'ANIMATION

L'arrivée de nouvelles militantes et les échanges entre animatrices au sein du mouvement a permis d'enrichir les outils d'animations utilisés lors des interventions et les tenues de stand de prévention. Nous nous sommes par exemple procuré les peluches IST pour déstigmatiser les différentes infections sexuellement transmissibles, des livres jeunesse pour pouvoir adapter nos supports aux plus petit-es et nous avons développé des contenus pour aborder les cyberviolences et le consentement avec les collégien·nes et lycéen·nes. Nous avons aussi participé aux temps de partage d'outils dans le mouvement organisé par la Confédération, notamment celui sur les cyberviolences et la pornographie.

LES ÉTABLISSEMENTS ET PUBLICS

DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Ecole élémentaires

Aujourd'hui et rue Saint Maur

Collèges

César Franck, Morvan, Palissy et Poquelin

Lycées

Abbé Grégoire, d'Alembert, René Cassin et Siegfried

DES ASSOCIATIONS ET STRUCTURES LOCALES

ABC insertion, Afpa, Aremedia, Artistes en exil, Centre social Solidarité Roquette, CHRS Crimée, CHU Porte d'Orléans, Dans mon slip il y a des cactus, Direction de la jeunesse et des sports, E2C, Les Enfants du canal, ESI (Espace Solidarité Insertion), Espace ados, France terre d'asile, Foyer Le Tempo, Foyer Michel Cahen, Maison des f&és (Basiliade), Mission locale Paris, Palais de la femme, SAVS (Service d'accompagnement à la vie sociale) Les jours heureux, Solipam

ONT BÉNÉFICIÉ DE CES SÉANCES

1190 personnes sur **102 séances**, dont :

- **606** filles/femmes, **583** garçons/hommes et **6** personnes non-binaires
- **112** primaires, **258** collégien·nes et **295** lycéen·nes,
- **24** personnes en situation de handicap
- **102** adultes en stage citoyenneté



“

PAROLE DE PARTENAIRE

Les séances avec le Planning familial de Paris reçoivent toujours un accueil positif de la part des élèves de 3^e du collège Poquelin. Il n'y a pas de « fuite » d'élèves à ces séances. Les échanges sont nourris tout le long du trajet de retour au collège, ce qui signe que vous avez su répondre à leurs questionnements. La parole y est libre, ce sont des moments agréables à partager. Il est important que les séances puissent se dérouler dans vos locaux à proximité de l'établissement scolaire, le choix du niveau 3^e me semble pertinent. Concernant la co-animation, je me laisse guider par votre progression, ce qui est très confortable pour moi.

Françoise MENDEZ
infirmière au collège Poquelin

”

“

PAROLE DE PARTENAIRE

A l'Afpa, nous avons fait appel au Planning familial pour intervenir dans le cadre de stages d'environ 3 mois destinés aux jeunes de 16 à 18 ans en rupture scolaire. Nous avons constaté que ces jeunes ne connaissent majoritairement pas le Planning familial et manquent d'informations sur les relations affectives et sexuelles : la prévention, la prise en compte de l'autre, le non-jugement...

Le Planning intervient à deux reprises pour chaque groupe : une première fois sur le site de l'Afpa et une seconde dans un centre du Planning. Ces séances sont l'occasion pour les jeunes de trouver des informations essentielles, mais aussi d'échanger pour ouvrir et élargir leur vision sur ces sujets.

De plus, le fait que les jeunes soient invité-es dans un centre de Planning est intéressant: cela leur permet de découvrir qu'en cas de problème, le Planning peut les accueillir. L'idée est de créer un automatisme. Leur besoin ne sera peut-être pas immédiat, mais nous travaillons sur le moyen et long terme.

Ces interventions devraient être beaucoup plus répandues dans un grand nombre d'endroits, pour que les jeunes, quel que soit leur parcours et leur environnement, aient la chance d'être mieux informé-es sur toutes ces questions.

Reynald Bonbois
coordinateur local La Promo 16-18 Afpa Paris

”

QUESTIONS DES JEUNES

Est-ce qu'on peut attraper une maladie avec quelqu'un qui fait sa première fois ?

Comment faire quand on fantasme sur des choses de façon gênante ?

Peut-on à notre âge acheter des objets pour se faire plaisir ?

Quel est l'âge moyen pour la première éjaculation ?

Pourquoi c'est surtout les hommes qui violent ?

Est-ce que c'est mal de regarder du porno ?

Pourquoi les capotes sont gratuites et pas les protections hygiéniques ?

Est-ce que c'est bien de se masturber à notre âge ?

En moyenne, combien de temps durent les premières fois ?

Les différences d'âge, quoi en penser ?

C'est bien les rêves érotiques ?

Est-ce qu'on peut faire l'amour avec quelqu'un qui a ses règles ?

A quel âge c'est le mieux d'avoir son premier rapport sexuel ?

Comment savoir son orientation sexuelle ?



2.5 LES FORMATIONS

DES FORMATIONS POUR LES PROFESSIONNEL·ES

Le label Qualiopi ayant été obtenu par la Fédération Ile-de-France du Planning familial, c'est elle qui propose des formations professionnelles. L'AD75, elle, répond aux demandes des professionnel·es en animant des sensibilisations sur différents thèmes aux équipes qui la sollicitent, soit directement pour être formées, soit d'abord pour des animations à destination de leur public. Les échanges avec les équipes peuvent en effet parfois faire apparaître le besoin d'un temps de réflexion sur les questions de sexualité, de dépistage et d'accueil des vécus de violences, pour répondre à certaines questions de leur public et/ou gérer certaines situations.

Nos sensibilisations visent donc à permettre de se familiariser avec les questions de sexualité, de manière à être plus à l'aise dans les échanges, mais aussi à connaître des éléments de base concernant la contraception, l'IVG, les IST, les orientations sexuelles, les identités de genre, ainsi que le repérage des violences.

Nous abordons également le réseau pour orienter les publics en fonction des besoins. La demande des professionnel·les porte d'ailleurs souvent en premier lieu sur le fait de mieux connaître les missions et le fonctionnement du Planning familial, pour utiliser au mieux la ressource qu'est notre association.

Cette année, nous sommes ainsi intervenues sur la question des violences auprès des salarié·es d'Emmaüs Solidarité, à l'occasion de la journée du 25 novembre. Nous avons également présenté nos activités auprès des professionnel·les de la jeunesse par le biais de la Mission locale de Paris, et animé une sensibilisation auprès de l'équipe enseignante de l'école rue Saint-Maur. Nous sommes par ailleurs intervenues sur les IVG en délai dépassé dans le DU « Perfectionnement en orthogénie » à l'université Paris 11, et deux animatrices membres des Jeunes Militant·es du Planning ont présenté le plan stratégique du mouvement au CESE (Conseil économique, social et environnemental).

LA FORMATION CONTINUE DE L'ÉQUIPE

La formation continue au Planning de Paris passe pour une part par les échanges que nous avons en réunion sur nos pratiques et nos orientations. Cette année, nous avons particulièrement veillé à accorder du temps à ces échanges et à aborder une grande variété de sujets, en incluant plusieurs fois l'équipe médicale. Nous avons par exemple partagé nos connaissances médicales sur l'HPV (Papillomavirus humain) et la façon de l'aborder dans nos accueils individuels et collectifs, interrogé nos pratiques d'écoute au prisme de l'accueil inconditionnel, ou encore réfléchi à l'amélioration de l'accompagnement de stagiaires, et questionné notre approche du consentement à partir de différents textes théoriques. Chacun de ces temps a été très enrichissant pour toute l'équipe et permet de faire collectif autour d'enjeux qui sont au cœur de notre pratique, tout en développant nos compétences.

En parallèle, nous avons continué à nous former auprès d'associations spécialisées : sur la transidentité et l'accueil des personnes transgenres avec l'association Outrans, sur les violences sexuelles et intrafamiliales avec le Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV) et au sein du Mouvement sur les thématiques du handicap et de ProDas.

Enfin, notre formation continue passe aussi par les nombreux colloques et rencontres auxquels nous avons assisté tout au long de cette année, notamment autour du 8 mars et du 25 novembre. Ces rencontres sont importantes pour actualiser et approfondir nos connaissances sur différentes problématiques, mais aussi pour rencontrer d'autres professionnel·les travaillant dans les mêmes champs, et avec qui nous pouvons être amenées ensuite à collaborer.





CO-FORMATION ET ACCUEIL DE STAGIAIRES

L'accueil des stagiaires n'a pas encore repris au sein de notre association. Pour autant, nous avons recommencé à accueillir en observation et en co-formation des personnes venant d'autres associations départementales du MFPF.

La co-formation est une approche essentielle pour notre association : ce processus met en avant une expérience d'apprentissage par le faire, l'auto-évaluation et la critique réciproque entre l'équipe en place et la personne en formation. Par l'observation des pratiques de terrain – animation de groupes et entretiens – et le partage de savoir entre “plus anciennes” et “nouvelles venues”, nous construisons une pratique commune et enrichissante pour toutes les parties. En effet, les bénévoles ou salariées ont parfois eu plusieurs métiers, et le partage de connaissances et d'expériences permet toujours de se remettre en question et d'améliorer notre pratique.

La formation individuelle des militantes (salariées ou bénévoles) repose ainsi sur des bases empiriques solides. L'apprentissage par l'observation et la pratique est réalisé depuis la création de notre association. Ce choix de la co-formation s'inscrit pleinement dans nos pratiques militantes et d'éducation populaire.

2.6 LES ACTIONS MILITANTES

LES MOBILISATIONS

Les mobilisations féministes qui rythment chaque saison (8 mars, 28 septembre, 25 novembre, 1^{er} décembre) sont des occasions pour se mobiliser collectivement et faire front politiquement avec les autres Planning d'Ile-de-France, la Fédération régionale, les JM et la Confédération. Participer à ces manifestations avec un cortège MFPF s'inscrit dans un objectif de visibilité politique mais aussi de lien entre les militant·es des différent·es AD. Des temps de préparation en amont des manifestations ont pu être organisés à la Fédération avec notamment le groupe des bénévoles de la fédération Ile-de-France.

Nous avons d'ailleurs consacré un atelier à ce sujet lors du Week-End Fédé, organisé à l'automne 2023, pour analyser, échanger et mettre en commun les expériences de terrain de chacune des associations départementales franciliennes : animations en vie affective et sexuelle, stands en milieux festifs, accueils collectifs, intégration des nouveaux militant·es bénévoles et/ou salarié·es.

Nous nous sommes également mobilisées avec le collectif la Cour des Miracles lors d'une soirée à la Mairie du 10^e, à l'occasion de la journée de lutte contre les LGBTQIA+phobies. A cette occasion, le collectif a organisé une cagnotte de soutien au Planning familial de Paris.

MEDIAS, RÉSEAUX SOCIAUX ET AUTRES

Nous avons été particulièrement sollicitées dans la perspective de la constitutionnalisation de l'IVG. Les journalistes nous questionnent beaucoup sur les difficultés d'accès à l'avortement et la clause de conscience. Nous sommes également souvent interrogées sur la contraception dite masculine ou l'éducation à la sexualité. A noter que de nombreux·ses étudiant·es en journalisme s'adressent aussi à nous pour leurs sujets, témoignant ainsi de leur attachement à mettre en avant les actions du Planning et nos réflexions tirées de notre expérience de terrain. D'une manière générale, nous recevons beaucoup de demandes d'étudiant·es en sociologie, sciences-politiques ou médecine, souhaitant adosser leurs recherches à notre expérience. A toutes ces demandes, nous ne pouvons répondre que dans la mesure de nos possibilités et en fonction de la pertinence des sollicitations, avec toutefois le souci

de soutenir celles et ceux qui seront les professionnel·es de demain.

Début 2023, nous avons décidé de relancer notre activité sur Instagram pour communiquer sur nos actions et celles de nos partenaires, ainsi que sur les actualités politiques en termes de droits sexuels et reproductifs, et de façon plus générale sur la lutte pour les droits sociaux. Notre présence sur Instagram a permis de visibiliser notre association, comme en témoignent les différentes structures qui nous ont contactées pour participer à des événements, relayer leurs projets ou campagnes de dons. Par ailleurs, de nombreuses personnes nous ont sollicitées via cette messagerie pour avoir des renseignements, notamment sur l'avortement ou les risques de grossesse. Dans tous les cas, nous les redirigeons vers nos permanences d'accueils, le tchat et le numéro vert. D'autres encore ont manifesté leur intérêt pour nos missions et pour devenir militant·es au sein de notre AD.



3 PARTICIPATION À LA VIE DU MOUVEMENT

3.1 LE BUREAU NATIONAL

Notre association départementale participe activement au travail de la Confédération nationale, soit au sein du bureau national, soit dans des feuilles de route soit des groupes de travail... Les militantes impliquées travaillent sur différentes thématiques pour produire des documents, organiser des journées d'échanges, des formations... Ainsi, nous sommes engagées dans les feuilles de route IVG délais dépassés, contraception dite masculine, santé des personnes LGBTQI, et aussi territoires d'Outre-mer...

Ces temps militants, d'une grande richesse, permettent d'échanger avec d'autres personnes de régions différentes, ayant des pratiques ou des publics différents. Cela nous permet aussi de ne pas vivre sur nos acquis et de pouvoir proposer à nos publics parisiens des accueils et entretiens spécifiques.

FOCUS SUR LE PROGRAMME GENRE ET SANTÉ SEXUELLE (GSS)

Deux personnes de notre association sont impliquées à la mise en œuvre de ce programme, au niveau régional et national. Celui-ci repose sur 4 actions auprès du public :

- ◆ animation de groupes de parole
- ◆ formation de personnes ressources
- ◆ formation de professionnel·les
- ◆ sensibilisation

5 militantes ont participé au regroupement national GSS qui a eu lieu en septembre 2023. La thématique centrale a permis de travailler sur les minorités et l'accès à la santé sexuelle: handicap, lutte contre la grossophobie, féminisme et anti-racisme, violences dans les couples LGBTQI, femmes en situation de précarité. Autant d'ateliers qui nous ont permis d'analyser nos pratiques et d'enrichir nos savoirs spécifiques sur la santé sexuelle.



3.2 LA FÉDÉRATION RÉGIONALE

Cette année a été marquée par la restructuration de la gouvernance de la Fédération Ile-de-France. La Fédé s'organise désormais avec un collectif de trois administratrices gestionnaires, dont deux animatrices bénévoles de l'AD75. Ce collectif est soutenu par une coordinatrice salariée par la région. Les différents postes de gestion sont répartis entre les administratrices des AD franciliennes. La région a également engagé une nouvelle responsable de l'organisme de formation.

Le groupe bénévoles, qui participe à diverses activités menées par les AD ou la Fédé, est également davantage structuré et a gagné en importance et en responsabilité. Il rassemble une centaine de personnes, avec un noyau de dix militant·es très assidu·es. Ce groupe organise notamment des manifestations visant à soutenir la cagnotte IVG délais dépassés destinées au financement des avortements à l'étranger – soirées festives, séances de cinéma, Nuit des relais...

Cette cagnotte a permis d'aider **7 femmes**

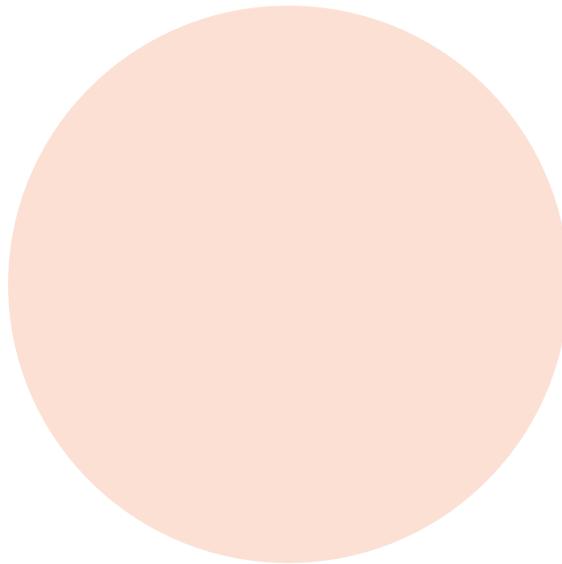
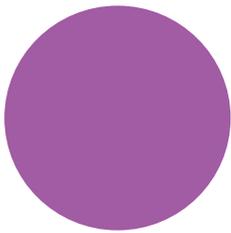
orientées par le Planning de Paris en 2023.

La Fédération régionale est partie prenante du maintien du Numéro Vert National Sexualités IVG Contraception, le 0800.08.11.11. Si nous ne répondons pas directement au téléphone national dans ce cadre, nous travaillons à la mise à jour de l'annuaire. En effet, ce téléphone repose sur les plateformes régionales dont les écoutant·es résident dans la région concernée, ce qui facilite grandement l'orientation des personnes et la connaissance fine des lieux d'avortement.

La mise à jour de l'annuaire régional nous permet ainsi d'être en contact régulier avec les structures hospitalières parisiennes et les praticien·nes en libéral pour connaître leurs horaires d'ouverture, les pratiques utilisées, leurs fermetures pendant les congés. Tout ceci dans l'objectif de mieux répondre aux demandes d'accès aux soins des personnes sur le territoire parisien.



MERCI À VOUS !





le planning
familial 75